

Recherches sociographiques



Yves VAILLANCOURT, *L'évolution des politiques sociales au Québec*

Gérard Duhaime

Volume 31, numéro 1, 1990

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/056507ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/056507ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Duhaime, G. (1990). Compte rendu de [Yves VAILLANCOURT, *L'évolution des politiques sociales au Québec*]. *Recherches sociographiques*, 31(1), 128–134.
<https://doi.org/10.7202/056507ar>

dresse le bilan du rôle et de la place de la concurrence dans les services et les entreprises publics du Québec. Il conclut que beaucoup de services gouvernementaux n'ont jamais échappé à la concurrence et que la plupart des entreprises d'État ont fonctionné selon les conditions du marché. Bernard LAMARRE montre de quelle façon le retrait volontaire du gouvernement du secteur de l'ingénierie dans le domaine de l'hydroélectricité a contribué à faire émerger de grandes firmes québécoises d'ingénierie. Yves MARTIN brosse le portrait de la concurrence dans le domaine de l'éducation, tandis que Roger GOSSELIN présente l'état de la question dans le secteur des affaires sociales et de la santé. Robert PETRELLI fait le bilan des expériences et des perspectives de la concurrence dans les services municipaux, alors que Roland PARENTEAU analyse les phénomènes de la concurrence et du monopole dans les entreprises publiques. Par la suite, Robert TESSIER traite de la concurrence à l'intérieur de l'appareil gouvernemental et Jean-Luc MIGUÉ aborde l'impact du libre-échange sur la concurrence dans le secteur public. Claude MORIN y examine la concurrence du point de vue des gouvernements, alors que Michel AGNAËFF prend le point de vue des syndicats. Le recueil se termine sur une réflexion plus générale de Jean-Paul L'ALLIER et de Jacques GRAND'MAISON, ce dernier nous invitant à nous méfier, car « L'attitude commune aux divers corporatismes (financiers, syndicaux et professionnels), c'est de penser et d'agir, d'exiger et de s'imposer à tous à partir d'intérêts exclusifs, déguisés en services pour la collectivité. » (P. 189.) La société, rappelle-t-il, est plus complexe que l'État ou le marché.

L'ouvrage, avec ses points de vue équilibrés, devrait être lu par quiconque cherche à comprendre les avantages et les limites de la concurrence dans les services publics. Les auteurs dépassent la vision simpliste qui nous ferait penser que la trousse d'intervention des spécialistes des sciences sociales comporte seulement deux prescriptions: une plus grande dose de marché privé ou une plus grande dose d'implication étatique.

Réjean LANDRY

*Département de science politique,
Université Laval.*

Yves VAILLANCOURT, *L'évolution des politiques sociales au Québec, 1940-1960*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1988, 513 p.

C'est à Yves Vaillancourt, du Département de travail social de l'Université du Québec à Montréal, que nous devons un important ouvrage sur les aspects sociopolitiques de l'évolution de la politique sociale au Québec de 1940 à 1960. Ce livre imposant possède de grandes qualités qui ne le rendent toutefois pas exempt de quelques faiblesses. Tout compte fait, la lecture demeure informative, mais plus ou moins satisfaisante sur les plans du cadre conceptuel et de l'écriture.

La première des deux parties de l'ouvrage est consacrée aux «paramètres généraux», c'est-à-dire au contexte économique et sociopolitique d'émergence des programmes sociaux

qu'examine l'auteur. On y explique l'importance du temps de guerre dans l'accroissement des préoccupations interventionnistes chez les acteurs politiques et dans l'élargissement de la place du fédéral dans le domaine social; on y fait état des conséquences sociales et des transformations idéologiques induites par l'économie de guerre. Sur cette toile de fonds, Vaillancourt brosse ensuite un portrait global de l'évolution des actions sociales respectives des gouvernements du Canada et du Québec. Dans cette partie, sa thèse se résume *grosso modo* à ceci. Craignant le ralentissement économique que doit inévitablement entraîner la fin de la guerre et observant un accroissement de l'organisation politique de la gauche, Ottawa adopte une stratégie d'intervention méthodique sur le plan social, qui l'amène à occuper une place prépondérante à l'intérieur de la fédération, au détriment de l'autonomie des provinces. Mais au Québec, la classe au pouvoir, sur son déclin, est réfractaire à l'application systématique des mesures fédérales. Pour la galerie, ce courage politique s'explique par la défense farouche et séculaire des prérogatives provinciales; mais au fond, l'immobilisme est une stratégie de classe, une stratégie de perpétuation d'un système privé et confessionnel pourtant dépassé.

La seconde partie de l'ouvrage, étalée sur sept chapitres et sur quelque 350 pages, explore minutieusement politiques et programmes. Ainsi sont examinés la politique de la santé, le régime d'assistance publique, l'assistance aux mères nécessiteuses, l'assurance chômage et l'assistance chômage, les allocations familiales et l'aide aux personnes âgées. Chaque sujet s'organise autour de quatre questions: quel est le problème visé par le programme? quelles sont les caractéristiques du programme? pourquoi l'État intervient-il par rapport à ce problème? et enfin, pourquoi le fait-il de la manière décrite?

Le menu est imposant; le résultat ne l'est pas moins, et le lecteur admettra sans difficulté l'affirmation qui démarre l'étude: «Ce livre a une histoire d'une quinzaine d'années.» (P. 13.) *L'évolution des politiques sociales au Québec* porte en effet plusieurs marques d'une course de fond. Il s'agit d'un travail extrêmement patient de collection, d'analyse et d'interprétation d'une somme étendue de données empiriques, travail sans doute opiniâtre devant l'ampleur du sujet. Cette qualité caractérise l'ouvrage à une époque où la production scientifique emprunte volontiers les voies plus rapides des revues savantes, à une époque où l'on est bien plus souvent enclin à restreindre les objets qu'à allonger les enquêtes.

Les éléments livrés en première partie ne sont pas que contextuels: ils comportent déjà les principales hypothèses explicatives qui organisent le reste de l'exposé. Cette structure donne l'impression que le lecteur n'a plus rien à apprendre une fois la première partie parcourue. Ici, l'obstination sisyphéenne de l'auteur trompe le sentiment: l'étude de chacun des programmes appelle tant de données particulières tirées de sources documentaires ou statistiques, elle concerne des champs parfois tellement éloignés et met en scène des acteurs si nombreux que Vaillancourt parvient à soutenir l'intérêt d'un chapitre à l'autre. Inévitablement, beaucoup de chiffres, de tableaux et d'acteurs ne sont pas absolument nouveaux ou inconnus. Mais ainsi juxtaposés, ils rendent un portrait inédit d'une période charnière et d'un aspect crucial de l'évolution du Québec contemporain.

La première partie explique les facteurs généraux qui justifient d'avoir senti nécessaire l'intervention publique; la seconde, procédant à des relevés systématiques sur des thèmes plus circonscrits, explique les tenants et les aboutissants de chacun des programmes. La structure générale de l'ouvrage et cette avalanche de données en constituent donc les qualités fondamentales. Voilà un excellent exemple du genre de résultats que permet d'atteindre une dynamique de recherches soutenue pendant des années! Les données, bien qu'en très grand

nombre, sont rigoureusement organisées, hiérarchisées et parfaitement intégrées. De la première à la dernière ligne, l'auteur n'hésite pas à prendre le lecteur par la main, le guidant dans ces dédales; il ne répugne pas non plus à répéter au besoin les éléments contextuels nécessaires à la compréhension de l'argumentation. Ces éléments, présentés globalement dans la première partie, sont toutefois continuellement enrichis de faits nouveaux pertinents au programme analysé; rendues inévitables par la logique de l'exposition, les quelques répétitions ne sont donc jamais redondantes ou malheureuses.

Mais la longueur du cheminement est aussi trahie, par ailleurs. Il existe, tout au long de l'exercice, un hiatus net entre l'approche théorique annoncée en introduction et l'examen résultant de la mise en œuvre des concepts. Vaillancourt dit vouloir se démarquer «d'un certain marxisme statique et mécaniste» et de sa «théorie de l'État-instrument au service de la classe dominante». (Pp. 22s.) Or, l'analyse et l'interprétation sont pénétrées de ces conceptions mécanistes dont se rend coupable ce «certain marxisme».

Il n'est pas besoin de produire une bien longue étude des «conditions d'émergence» du travail lui-même pour avancer l'hypothèse explicative suivante. Vaillancourt a produit le corps de l'ouvrage avec les outils conceptuels du marxisme à succès qui avait cours dans les universités québécoises et dans quelques cuisines métropolitaines durant les années 1970; mais il en aurait écrit l'introduction peu avant la parution, à la fin de la décennie suivante, sur la pente très nettement déclinante du marxisme-léninisme, après que d'autres modes intellectuelles eurent chassé Marx, Engels et Mao. Néanmoins, l'auteur ne s'est pas converti à l'un ou l'autre des nouveaux prêts-à-porter théoriques: il demeure résolument marxiste. Mais il a ajouté les nuances de bon ton qui prolongent la vie utile du marxisme mode, comme on ajoute une breloque à un vieux chemisier pour le porter encore une saison. Au regard du «mécanisme» de la suite, les considérations théoriques des premières pages apparaissent comme une sorte d'acte de contrition qui appellerait l'indulgence du lecteur miséricordieux. Mais parce qu'il n'a pas accompli la pénitence jusqu'à son terme logique, parce qu'il n'a pas révisé ses analyses avec la même inquiétude, avec cette attitude critique qu'il annonce face au dogme, Vaillancourt ne peut être absous aussi rapidement de sa faute.

Le hiatus lui-même n'est pas le défaut principal de l'ouvrage. Introduction mise à part, il est en effet d'une complète cohérence conceptuelle: son biais «mécaniste» est omniprésent. À travers ces pages, tout est stratégie du bloc au pouvoir pour reconduire les rapports sociaux de domination. Les programmes sont envisagés comme autant d'os jetés aux chiens qui aboient, pour éviter qu'ils ne mordent. Ils sont autant d'opérations d'encadrement des classes dominantes. L'auteur se réclame pourtant de certaines nuances. Elles ne le porteront pas à remettre en cause cette fatale mécanique, mais à réhabiliter les classes laborieuses comme agentes de l'histoire. Les mesures sociales ne sont pas seulement destinées à encadrer les dominés, mais aussi («contradictoirement et indissociablement») «des conquêtes du mouvement ouvrier et populaire». (P. 23.) Les membres du comité de gérance des affaires de la bourgeoisie sont mus par stratégies, exactement comme ceux de la gérance du prolétariat, syndicalistes et communistes organisés. Ces claires consciences en acte conduiront à «un compromis social avec la classe ouvrière via des concessions octroyées aux syndicats dans le but d'obtenir leur collaboration et de contenir les tendances à la radicalisation». (P. 65.) Bref, dans les épisodes qu'on reconstitue, les acteurs sociaux agissent par intention; tout le monde fait l'histoire et sait qu'il la fait. Marx savait-il ce qu'on ferait de lui?

Non seulement Vaillancourt suppose-t-il l'intentionnalité à l'œuvre des acteurs, mais encore fait-il le procès des absences d'intention, comme le montre l'argumentation suivante.

D'un côté, le gouvernement du Canada adopte une stratégie interventionniste pour contrer les effets négatifs attendus du déclin brutal de l'industrie de guerre et pour combattre la menace que représente la croissance des forces de gauche. Mais de l'autre, au Québec, la stratégie est l'immobilisme. De 1944, année du retour au pouvoir de Maurice Duplessis, jusqu'au début des années 1960, «le gouvernement du Québec [...] se faisait belle jambe en résistant avec acharnement [...] aux initiatives interventionnistes et centralisatrices impulsées à Ottawa, mais sans jamais se soucier de développer une contre-stratégie offensive qui aurait mené l'État québécois à [...] poser des gestes planifiés et constructifs pour assurer le bien-être et la santé du peuple québécois». (P. 119.) L'intention de ne pas bouger (conforme à la position de classe du gouvernement unioniste de Duplessis) entraîne l'absence d'intention et attire sur le peuple maux et malheurs. Ce genre d'analyse renvoie à une vision de la réalité sociale comme jeu de réactions élémentaires entre acteurs et ramène l'étude des questions sociopolitiques à une sorte d'exercice d'objectivation de stratégies de nature militaire où les égarements sont toujours le fait de l'ennemi, où échecs et retards tiennent à des fautes ou à des absences de stratégie.

Cette vision mécaniste repose sur une constante réification des acteurs. Car après tout, s'ils agissent selon des intentions et des stratégies, il faut bien que tout cela ait une réalité matérielle. *De facto*, Vaillancourt fait la démonstration que l'échafaudage de la politique sociale relève d'un processus de construction sociale qui met en scène des centaines d'acteurs (politiciens, bureaucrates, commissaires, syndicalistes, théoriciens, etc.) et qui, par conséquent, échappe largement aux volontés individuelles. Mais il fait cette démonstration malgré lui puisqu'il ne met en évidence nulle part ce caractère social fondamental des mesures étudiées. Bien au contraire, il réifie processus complexes et acteurs multiples en des personnages centraux qui s'affrontent, mus par des intentions et des stratégies objectivées. Un échantillon de ce réductionnisme outrancier :

[...] au cours des années 1950, le capital québécois se trouvait de plus en plus coincé dans un espace économique où les places stratégiques étaient monopolisées par le capital américain et canadien : pour sortir de cette impasse, il se devait de modifier son tir et de remettre en question l'idéologie petite-bourgeoise traditionnelle à laquelle il souscrivait. En effet, cette idéologie voyait d'un mauvais œil l'interventionnisme de l'État dans l'économie et, pourtant, le capital québécois en ressentait de plus en plus vivement la nécessité. En procédant à ces remises en question, le capital québécois prenait un certain recul et s'appropriait à rompre son alliance avec la petite bourgeoisie traditionnelle pour nouer une nouvelle alliance avec la nouvelle petite bourgeoisie technocratique [...] (P. 66.)

Des mutations fondamentales du Québec contemporain sont ainsi ramenées plus ou moins aux dimensions d'un ménage à trois dans lequel les querelles ne manquent pas d'éclater.

Vision souvent réductrice des processus sociaux, l'analyse est servie par une langue d'une haute densité stéréotypique, qui puise à deux sources principales. La première est évidemment celle d'un « certain marxisme ».

Mais la marginalisation du PCC [Parti communiste canadien] pendant la période de l'après-guerre s'expliquait également par [...] l'incapacité de développer une analyse originale de la conjoncture canadienne et une stratégie conséquente. [...] le refus obstiné de tenir compte de l'oppression nationale du peuple québécois [...] (Pp. 74s.)

On croirait lire des extraits de la presse marxiste-léniniste des années 1970 et ses pavés de ligne juste sur langue de bois. Cette conformité stylistique dépasse le seul problème de vocabulaire. À côté de sources éminentes comme Fréchette, Jouandet-Bernadat et Vézina, Vaillancourt cite la revue de propagande d'un de ces groupuscules marxistes-léninistes comme source fiable au sujet des investissements américains au Canada. (P. 53.) Ainsi

accorde-t-il une crédibilité imméritée à ce genre de source, de vocabulaire et d'analyse, comme s'il n'y en avait pas d'autres, pis encore, comme s'il se départait épisodiquement de son jugement critique. Ces mêmes absences se constatent par l'usage, qui n'est heureusement qu'occasionnel, de procédés rhétoriques : «Le chômage, [...] redevint [...] une composante problématique de centaine de milliers de travailleurs et de travailleuses québécois.» (P. 60.) On peut parler de centaines lorsqu'il y a plus d'une centaine; sous ce rapport, la phrase (par ailleurs abstruse) est syntaxiquement correcte. Mais la tournure est exagérée: il ne s'agit jamais de plus de deux centaines. (P. 308.)

La seconde source de cette écriture stéréotypée est la langue parlée de la technocratie en ce qu'elle comporte de tics. Par exemple, dans ce livre, presque tout peut être «vécu et géré», un obstacle, la spécificité québécoise ou bien encore des mutations: «les grandes mutations objectives [...] ne furent pas vécues et gérées de la même façon au Québec et au Canada.» (P. 64.) On puise sans cesse dans une collection de manies langagières bureaucratiques. On nous inonde de plus encore: les «intervenants» sont «articulés», «responsabilisés», «concertés»; le lecteur est invité à se «resituer» «au niveau» du «dossier» ou à exercer sa «sensibilité» «au niveau» du «secteur» de la «clientèle cible», de la «population cible visée», des «personnes à problèmes» et des «aptés au travail». L'utilisation de ces clichés dénature la pensée. Ainsi, désigner une politique par le terme réducteur de «dossier», évoquer des «niveaux» dans une réalité qui en est dépourvue rend l'expression écrite approximative. L'auteur fait mauvais usage d'expressions, telles que «comme suite à» (et de son abrégé inepte, «suite à»), «et/ou», empruntées au langage administratif ou commercial, et qui, hors d'un contexte précis, n'ont plus de sens. L'expression «comme suite à» comporte l'idée de solution donnée à un problème, mais Vaillancourt l'utilise continuellement pour suggérer l'idée de conséquence, comme dans l'expression «à la suite de». Le résultat net, une écriture truffée d'équivoques et de raccourcis en forme de lapalissades, dont voici un échantillon: «le partage des pouvoirs entre le Dominion et les provinces, de sage qu'il était en 1867, était devenu inadéquat à la fin des années 1930, suite à l'évolution de l'économie.» (P. 88.)

Ces stéréotypes sont le reflet d'une nouvelle langue de bois, celle de la bureaucratie technocratique contemporaine. Vaillancourt n'est pas la seule victime de ce parler appauvri, puisqu'il se répand: il s'agit d'une véritable mode à laquelle n'échappent pas les sciences sociales au Québec. Aseptisant l'expression, elle cristallise des valeurs, et en particulier l'aplanissement des tensions et le gommage des hiérarchies dans la gestion systémique des problèmes, au nom du respect des différences et de la valeur des individus. Parler identiquement d'«intervenants» pour désigner le corps public depuis le ministre jusqu'à la travailleuse sociale, c'est adopter une vision qui conduit à effacer les différences de pouvoirs et de responsabilités. Les ministres duplessistes parlaient-ils des «mères nécessiteuses», exprimant un grossier paternalisme? L'auteur traduit l'expression: sous sa plume, elles deviennent des «femmes responsables de familles monoparentales». L'expression, moins défavorable, trahit tout autant les valeurs dominantes de la société ambiante hautement politifiée: justement parce que moins péjorative, l'expression réhabilite les femmes comme des citoyennes à part entière, dont les différences individuelles de condition ne sont plus un facteur légitime de discriminations. L'individualisme et la démocratie triomphent. La langue est révélatrice, celle d'hier comme celle d'aujourd'hui. Vaillancourt rejette les expressions que des conceptions nouvelles rendent désuètes, trahissant ses propres options et certaines valeurs généralisées. Mais ces tours de l'esprit ne sont presque jamais perçus par lui. Cela

explique que l'analyse du discours politique passé lui soit difficile: il n'est pas considéré comme une logique à reconstituer, mais comme de l'idéologie, dans le sens restrictif de «conscience fausse», à démasquer.

Une autre caractéristique traverse le document et doit être mise en parallèle avec l'utilisation du code langagier technocratique. L'auteur laisse tout aussi perpétuellement filtrer un préjugé qui colore l'ouvrage et les jugements portés, en particulier sur le régime duplessiste. Partout, on dénonce l'absence de planification et on loue les initiatives en sens contraire en matière de politique sociale. La gestion planificatrice des problèmes sociaux acquiert ainsi chez Vaillancourt le statut d'une valeur suréminente. La politique sociale est à la fois une opération d'encadrement et une conquête du peuple; dans ce champ, il n'est pas de vertu absolue, mais des caractéristiques inséparables et contradictoires. Tantôt les mesures sociales sont un progrès objectif; mais, adoptées à la pièce comme sous le régime Duplessis, elles demeurent un carcan qui emprisonne les clientèles et qui révèle une incompréhension des plus hauts intérêts du capitalisme.

À mesure qu'on avançait dans les années 1950, les déficiences des régimes de l'AP [assistance publique] devenaient également nocives pour les intérêts bien compris de la bourgeoisie, puisque cette classe, dans une société où l'industrialisation capitaliste progressait à grands pas, avait besoin d'une main-d'œuvre en santé et de classes populaires bien encadrées socialement pour rentabiliser ses investissements et asseoir sa domination. C'est ce que le gouvernement Duplessis avait de la difficulté à comprendre. (P. 242.)

Bref, les politiques sociales ne sont pas naturellement et exclusivement positives: c'est la planification en soi qui est vertueuse, puisque seule elle permet d'envisager un combat organisé contre les maux que subit le peuple. Partout l'auteur condamne l'immobilisme duplessiste et ses vieux programmes, et soupire d'aise quand, enfin, des réformes planificatrices s'annoncent. D'ailleurs, l'analyse conduit continuellement à envisager que l'ère duplessiste ne fut qu'une mise en retard dans le développement naturel.

Objectivement, l'absence d'assurance-hospitalisation au Québec, à la veille de la révolution tranquille, causait des préjudices, non seulement aux classes populaires aux prises avec des problèmes de santé, mais également aux directions d'hôpitaux [...], aux compagnies de produits pharmaceutiques et d'équipements hospitaliers [...] et aux médecins et chirurgiens incapables de se faire payer par leur clientèle. Tout cela, à l'insu du gouvernement unioniste, alimentait un besoin de plus en plus impératif de «révolution tranquille»! (P. 200.)

La «technocratisation» des questions sociales était une incontournable fatalité. L'incompréhension duplessiste reportait *sine die* l'inévitable processus d'adaptation de l'appareil gouvernemental aux tensions sociales. Elle n'entraînerait, somme toute, qu'une accélération du rythme de changement au début des années 1960.

L'ouvrage est donc marqué par ces caractéristiques: d'abord, une analyse d'inspiration marxiste-léniniste, qui est souvent très mécaniste et appelle à l'intentionnalité des acteurs réifiés; ensuite, une valorisation constante, mais non explicitée, de la gestion planificatrice, de la prise en charge étatique des problèmes sociaux; l'une et l'autre se trouvent cristallisées dans une langue ponctuée de clichés issus, précisément, de ces deux familles, le marxisme mécaniste et la bureaucratie technocratique moderne.

Il y a beaucoup d'*a priori*, beaucoup de déterminations implicites dans les outils conceptuels qu'utilise Vaillancourt. Plutôt que d'explicitier ce technomarxisme à la source de ses hypothèses, de ses développements et de ses diagnostics, il doit en appeler occasionnellement à sa bonne foi pour justifier la sévérité de ses conclusions critiques. «Notre jugement sera sévère. Mais nous n'avons pas le choix: s'efforcer de trouver les

“beaux côtés” d’un tel programme, ce serait faire preuve de mauvaise foi ou se fermer carrément les yeux [...]» (P. 287.)

Peu convaincu d’avoir su démontrer ou convaincre, l’auteur demande au lecteur de le croire. Ce genre de propos n’a ordinairement pas sa place dans un travail scientifique; il témoigne d’un inconfort théorique qui aurait pu être écarté par l’explicitation du cadre conceptuel présent partout mais nulle part systématisé. Il aurait pu être évité, car, en somme, si l’on fait exception de ce passage incomplet de l’introduction, l’œuvre est cohérente dès lors que ces *a priori* sont aperçus. Bien plus, Vaillancourt, qui a pourtant passé quinze années à étudier ce vaste domaine, ne prétend jamais vider le sujet ni donner l’explication finale à toutes ces questions; lorsqu’il est accepté que l’angle d’analyse est circonscrit, qu’il explique un certain ordre de faits par un certain nombre de données, mais qu’il n’entend jamais expliquer tout de la question en utilisant toutes les données possibles, cet ouvrage titanesque est convaincant. Nul besoin de bonne foi pour constater qu’il s’agit d’une pièce importante dans l’étude de l’histoire politique du Québec contemporain.

Gérard DUHAIME

*Département de nutrition humaine et de consommation,
Université Laval.*

Réjean PELLETIER, *Partis politiques et société québécoise; de Duplessis à Bourassa, 1944-1970*, Montréal, Québec/Amérique, 1989, 397 p.

«Tu n’es pas un enfant; à ton âge, tu devrais comprendre qu’un programme c’est bon avant les élections et les élections sont terminées.» C’est ainsi, comme le rapportent McROBERTS et POSGATE dans *Développement et modernisation du Québec*, que Maurice Duplessis, peu de temps après la prise de pouvoir de 1936, s’adressait à un René Chaloult mécontent de voir le nouveau Premier ministre renier le programme de réformes mis de l’avant par l’Action libérale nationale et défendu par Duplessis lui-même pendant la campagne électorale. Cette conception cynique (du point de vue des politiciens) ou désabusée (du point de vue des électeurs) de la politique, et plus particulièrement des promesses et programmes électoraux, est fort répandue. Elle n’est toutefois pas celle que reprend Pelletier dans *Partis politiques et société québécoise*: «depuis 1960 au Québec, les programmes ont été une source importante d’inspiration des politiques conçues par les différents gouvernements». (P. 19.) Une fois au pouvoir, les partis «cherchent habituellement à mettre en œuvre leur programme». (*Ibid.*) Ils fournissent donc une des clefs permettant de comprendre les transformations qu’a connues la société, à tout le moins celles qui ont été provoquées ou relayées par le politique. Bien sûr, cette thèse vaut ce que vaut le principe qui l’établit, à savoir la fiabilité des programmes. Il est vrai que cette prémisse semble maintenant suffisamment bien illustrée — mais l’auteur sur ce plan reste allusif — pour qu’on assimile, comme il le fait, le principe inverse, celui de la non-fiabilité, à une «croyance». Voilà donc la première proposition qui sous-tend la recherche de Pelletier; plus exactement, qui la légitime: après tout, si les programmes ne sont que des instruments de persuasion, sans